

# Contribution du domaine public à l'économie éditoriale

## EXTENSION

## DE LA LUTTE

## POUR

## LE DOMAINE ?

L'ensemble de notre étude est disponible en ligne :  
[www.lemotif.fr](http://www.lemotif.fr), rubrique « Études et analyses ».

Décembre  
2009

Auteur  
**Christian Robin**  
(FormEdi)

Avec le concours de  
**Edistat/Tite Live**

**le MOTif**  
**Cécile Moscovitz**  
Responsable  
des études du MOTif

6, villa Marcel-Lods  
Passage de l'Atlas  
Paris 19e  
Métro Belleville

01 53 38 60 61  
contact@lemotif.fr

[www.lemotif.fr](http://www.lemotif.fr)

le MOTif  
est un organisme associé  
de la Région Ile-de-France.

\* **îledeFrance**

Observatoire  
du livre et de l'écrit  
en Ile-de-France

# le MOTif

## TAXER LE DOMAINE PUBLIC : UNE IDÉE RÉCURRENTÉ

L'association L'Autre livre publiait à la fin de 2008, lors des 2<sup>e</sup> États généraux de l'Édition indépendante, un « Plan d'urgence pour l'édition indépendante » en dix points. Le neuvième point réactualisait l'idée d'un *domaine public payant* pour financer l'aide à la création, à l'édition et à la diffusion du livre, en abondant un fonds géré paritairement par le CNL et des délégués des organisations professionnelles représentatives.

Trois auteurs, Xavier Houssin, Renaud Meyer et Laurence Tardieu, publiaient peu après de leur côté une « Lettre ouverte à Frédéric Mitterrand » qui posait la question suivante : « En 1927, Edouard Herriot déposait un projet de loi visant à créer une Caisse nationale des lettres alimentée par une taxe sur les œuvres entrant dans le domaine public. Financer la création des auteurs vivants par le succès des auteurs disparus ? Belle idée. Quelles avancées depuis ? »

Le projet de domaine public payant n'est pas nouveau ; il a été repris plusieurs fois depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, et au XX<sup>e</sup> par la plupart des organisations d'auteurs (Union des écrivains, Conseil permanent des écrivains, Syndicat des écrivains de langue française, etc.), notamment, comme possibilité de financement de dispositifs sociaux en faveur des auteurs\*. Il constitue d'ailleurs un très intéressant fil rouge pour revisiter l'histoire de la propriété intellectuelle jusqu'à notre époque dite « numérique ».

Mais avant l'éventuelle mise en place d'une taxe et du fonds correspondant, se pose la question de ce que représente, économiquement parlant, l'exploitation des livres du domaine public.

\* Il est aussi repris aujourd'hui dans son principe par la commission Zelnik-Toubon-Cerrutti (rapport « Création et Internet », janvier 2010), mais cette fois en faveur de la numérisation des films du patrimoine.

# COMBIEN PÈSE LE DOMAINE DANS L'ÉDITION FRANÇAISE ?

Il ne s'agit pas, dans cette étude, de se prononcer sur l'opportunité et la faisabilité d'une taxe. Pour se prononcer, il faudrait en effet prolonger la réflexion sur un plan financier et fiscal.

Notre objectif ici est d'évaluer la participation économique du domaine public au marché de l'édition française. Une telle évaluation est, strictement parlant, difficile : les usages de textes et d'images « tombés » dans le domaine public sont si variés, le nombre d'ouvrages publiés si important et la législation parfois si complexe qu'on ne peut prétendre effectuer un décompte précis.

Notre méthode se veut à la fois simple et fiable. Elle approche le domaine public par deux principaux modes de « carottages » : l'analyse des ventes de grandes collections de textes classiques publiés au format poche, mode d'exploitation le plus évident et massif du domaine public ; et l'analyse de l'exploitation commerciale d'auteurs importants au regard à la fois de leur place dans notre patrimoine littéraire, de la pérennité de leur « succès » commercial et aussi, pour certains — clin d'œil symbolique —, de leur participation publique aux débats sur le droit d'auteur : Molière, Diderot, Balzac, Hugo, Zola, Proust.

C. M.

## Méthodologie

**Ventes de trois collections :** le Livre de Poche Classique, Folio Classique et Classiques Larousse. Au total, nous avons traité **1 000 références** pour les trois collections (480 pour Folio, 336 pour le Livre de Poche et 184 pour les Classiques Larousse) **qui ont été vendues à au moins 1 exemplaire entre 2005 et 2008**. Nous nous sommes assurés que les titres analysés étaient dans le domaine public au moins pour l'œuvre principale qui donne le titre au livre. N'ont été retenus que les auteurs francophones dont le décès est postérieur à 1500 (pour exclure des textes ayant fait l'objet d'une traduction/adaptation récente en français moderne). Nous n'avons pas pris en compte les anthologies. Cette approche donne donc des valeurs minimales de l'économie de ce secteur.

**Molière, Diderot, Balzac, Hugo, Zola et Proust :** nous avons recherché toutes les exploitations des œuvres de ces 6 auteurs sous forme de livre, y compris audio, par les éditeurs diffusés en France. Nous avons éliminé les adaptations, par exemple les bandes-dessinées. Au total, pour ces 6 auteurs, nous avons traité **1 516 références qui ont été vendues à au moins 1 exemplaire entre 2005 et 2008**.

Nous avons utilisé les données d'Edistat (société spécialisée dans le suivi d'activité du marché du livre grâce à un panel de magasins dont elle collecte les achats en « sortie de caisse ») pour les années 2005, 2006, 2007 et 2008. La valorisation du chiffre d'affaires n'a été faite que pour l'année 2008 sur la base des prix publics hors taxes au 1<sup>er</sup> juin 2009 donné par Edistat et vérifié par sondage dans les catalogues des éditeurs concernés. Le fait d'étudier les ventes sur plusieurs années nous permet d'éviter le biais des mises au programme, scolaire ou universitaire, de certains auteurs. Pour une valorisation globale du marché français, nous avons ajouté un montant correspondant aux ventes de livres physiques sur internet non prises en compte par Edistat (8%) et pour valoriser le chiffre d'affaires total des éditeurs nous avons ajouté 15% pour les ventes à l'export.

# LE DOMAINE PUBLIC, DÉFINITION

En matière de propriété littéraire et artistique, « **le domaine public peut s'analyser comme comprenant les œuvres sur lesquelles le droit patrimonial est arrivé à terme** » (Stéphanie Choisy, *Le Domaine public en droit d'auteur*, Litec, 2003, p. 13), en général 70 ans après la mort de l'auteur. Cependant, cette disposition générale connaît des exceptions, comme les œuvres des auteurs morts pour la France.

## »» Le domaine public et le « numérique »

D'un point de vue historique, on observe une tendance au rétrécissement du domaine public ; le nombre de types d'« œuvres » soumises au régime de la propriété intellectuelle croît et la durée de la propriété a augmenté. Cependant, ce mouvement est remis en cause aujourd'hui en même temps que se pose la question de l'avenir du droit d'auteur, puisqu'il s'agit de considérer la disponibilité des œuvres sur internet et leur diffusion par des acteurs non-détenteurs de droits d'exploitation. Ce questionnement réactualise une controverse traditionnelle sur les raisons et les moyens d'intéresser les créateurs et ceux qui mettent leurs créations à la disposition du public, sur le nécessaire équilibre entre le droit d'auteur (compris dans ses dimensions morale et patrimoniale) et le droit, pour le public, d'accéder aux œuvres. Les discussions reprennent nombre des arguments avancés au cours des deux derniers siècles tout en ajoutant des considérations plus actuelles (diversité, développement durable, etc.) et surtout une interrogation sur la réalité ou non d'un changement de paradigme entraîné par le numérique. C'est un débat stratégique pour nos sociétés dites « de l'information » ou « de la connaissance ».

# LE DOMAINE PUBLIC FRANCOPHONE, MOINS DE 1% DU MARCHÉ DU LIVRE EN FRANCE

Dans son acception actuelle, le domaine public représente une faible part de l'activité de la filière livre. **Les œuvres concernées représenteraient entre 0,6 et 0,8% du marché français, soit entre 30 et 35 millions € au prix public hors taxe (PPHT), et en tout cas moins de 1%**. Cette valeur concerne les cas où une œuvre du domaine public représente une part essentielle du livre publié ; sachant que les commentaires critiques, parfois importants, des textes du domaine public sont rémunérés en droits d'auteur et ne sont donc pas dans le domaine public.

## »» Deux leaders : Gallimard et le Livre de Poche

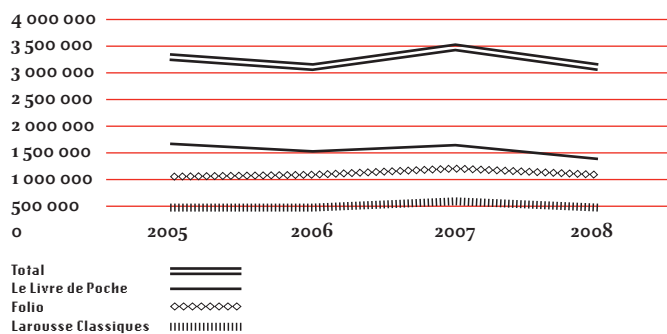
Deux maisons d'édition dominent ce segment de marché : Gallimard et le Livre de Poche. La première parce qu'elle a dans son catalogue plusieurs collections de référence faisant la part belle aux auteurs du domaine public. La deuxième parce que c'est une de ses caractéristiques fondatrices. Ces deux éditeurs tirent une part significative de leur chiffre d'affaires (et probablement de leur bénéfice) des ventes d'œuvres dans le domaine public. Les éditeurs scolaires, grâce à leurs collections de classiques commentés, occupent aussi une place importante. Cependant, celles-ci représentent une faible part de leur chiffre d'affaires. Les autres éditeurs, sauf les grandes collections de poche, occupent des positions marginales sur ce marché, même si, pour certains, ces livres représentent une bonne part de leur chiffre d'affaires.

Les collections au format de poche s'adressent à un large public mais aussi en grande partie aux publics visés par les collections scolaires. La plupart du temps un travail éditorial complémentaire permet de démarquer chaque édition, en particulier pour les « classiques » où les commentaires et notes représentent parfois une partie importante du livre (eu égard au nombre de pages).

En 2008, en termes de chiffre d'affaires au prix public hors taxes, Folio dépasse légèrement le Livre de Poche (moins de 6 millions € PPHT, y compris les ventes internet, sur le marché français pour le premier et plus de 5 millions pour le second), Classiques Larousse réalisant moins de 2 millions €. En nombre d'exemplaires vendus, le Livre de Poche dépasse largement Folio — 1,4 million pour ce dernier et 1,1 million pour le Livre de Poche. De son côté, Larousse a vendu environ 500 000 livres.

Fig. 1

**Fig. 1 Ventes par collection  
(en nombre d'exemplaires)**



**»» Des ventes concentrées sur peu d'auteurs**

Le nombre d'auteurs morts il y a plus de 70 ans publiés par ces collections de poche est relativement faible : 126 écrivains du domaine public francophone apparaissent dans l'une ou l'autre des collections étudiées et environ 150 si on inclut les grandes collections concurrentes.

Peu d'écrivains réalisent l'essentiel des ventes. **La moitié de celles-ci se concentre sur 7 auteurs** seulement : Zola, Molière, Maupassant, Hugo, Balzac, Voltaire et Dumas pour le chiffre d'affaires PPHT. En nombre d'exemplaires vendus, la concentration est du même ordre, mais le « classement » varie légèrement. Ainsi Racine apparaît après Voltaire.

Fig. 2

Les collections spécifiquement parascolaires (chez Hatier, Nathan, etc.) ont un catalogue plus restreint avec des ouvrages à faible prix (souvent moins de 3 €), qui tendent à baisser chez Larousse. Ces livres sont plus fréquemment réédités que ceux des collections grand public.

**Fig. 2 Ventes 2008 par auteur  
(en milliers d'exemplaires)**

<b>Molière</b>	<b>329</b>
<b>Maupassant</b>	<b>293</b>
Zola	226
Hugo	204
Balzac	203
Voltaire	186
Racine	114
Flaubert	113
Dumas	84
Verne	84
Baudelaire	77
Marivaux	73
<b>Autres</b>	<b>1700</b>

**»» Inoxydable Molière**

Les 6 auteurs (Molière, Diderot, Balzac, Hugo, Zola et Proust) étudiés en détail représentent, quant à eux, l'équivalent du chiffre d'affaires que font ensemble Folio, Le Livre de Poche et Larousse grâce aux auteurs du domaine public francophone : 10,5 millions € HT en 2008 pour 2,4 millions d'exemplaires vendus. (Si l'on tient compte d'un coefficient de correction lié aux ventes par internet : 11,5 millions € et 2,6 millions d'exemplaires.)

Fig. 3

Molière est l'auteur le plus vendu (confirmant le poids de la prescription scolaire dans l'exploitation du domaine public), parmi ces 6 auteurs et au sein des 3 collections étudiées : près de 40% des ventes de ce groupe d'auteurs, pour environ 25% du chiffre d'affaires.

En nombre d'exemplaires vendus, suivent par ordre décroissant : Hugo, Zola, Balzac, Proust et Diderot. En chiffre d'affaires, si l'ordre est le même, les proportions sont très différentes. En effet, Proust représente trois fois plus de chiffre d'affaires que Diderot en 2008 pour des ventes légèrement supérieures en quantité.

Fig. 4

**Fig. 3 Chiffre d'affaires des 6 auteurs par éditeur  
(en milliers d'Euros)**

<b>Gallimard</b>	<b>4015</b>
<b>Le Livre de Poche</b>	<b>1603</b>
<b>Autres</b>	<b>1546</b>
Flammarion	830
Hachette éducation	814
Pocket	655
Larousse	644
Hatier	432

**Fig. 4 Chiffre d'affaires des 6 auteurs par collection  
(en milliers d'Euros)**

<b>Folio classique</b>	<b>1706</b>
<b>La Pléiade</b>	<b>1583</b>
<b>Livre de Poche classique</b>	<b>1249</b>
Pocket classique	647
Classiques Larousse	644
GF	543
Biblio Hachette	485
Classiques Hachette	326
Etonnants classiques Flammarion	287
<b>Autres</b>	<b>3444</b>

## ÉCHELLES MACRO ET MICRO-ÉCONOMIQUES

Nos estimations concernant le chiffre d'affaires et les volumes de vente des 2 corpus étudiés sont d'ordre macro-économiques. Nous nous sommes aussi penchés sur la question du point de vue de l'économie d'une maison d'édition.

Ainsi avons-nous estimé la marge brute de la collection du Livre de Poche classique : elle devrait se situer entre 1,2 et 1,6 millions € — ce qui représente une part significative du résultat d'exploitation de cet éditeur.

Par ailleurs, pour approfondir cet **aspect micro-économique**, nous avons rencontré six petits éditeurs franciliens qui, dans leur politique éditoriale, accordent une place importante au domaine public (francophone et traduit). Ils ont accepté de répondre à nos questions concernant leur catalogue, leur économie, leur perception du domaine public payant ou de la concurrence potentielle du web en matière de domaine public ; ils font l'objet d'un portrait dans l'étude complète.

Soulignons, même si cela n'apporte pas d'enseignement surprenant, le décalage entre les petites maisons d'édition et les grands éditeurs du domaine public que nous avons étudiés.

S'ils partagent parfois les mêmes auteurs, le nombre relativement faible d'auteurs du domaine public publiés par les grandes maisons permet à ces petits éditeurs de se positionner aussi sur les marges non explorées.

### »» Baisser les prix en utilisant les œuvres du domaine public

Des œuvres « tombées » dans le domaine permettent parfois d'enrichir le contenu de livres sans en être un élément essentiel. S'ils n'ont pu être chiffrés globalement mais tout de même pris en compte sous la forme d'études de cas, ces usages diversifiés et parfois non textuels font partie intégrante des raisonnements économiques suivis lors de la publication de nombreux livres, en particulier illustrés. En effet, ils permettent d'abaisser le coût de revient et, partant, de proposer des prix plus attractifs.

## UNE FORTE PRÉSENCE SUR LE WEB...

Le numérique a permis, par ailleurs, **l'entrée de nouveaux acteurs** sur le marché de l'exploitation du domaine public, qu'ils soient des entreprises nouvelles ou des institutions plus anciennes.

Le projet Gutenberg annonce 2,7 millions de téléchargements de titres par mois, à la mi-2009. Le français est la deuxième langue après l'anglais. Parmi ces entreprises, Google domine aujourd'hui (10 millions d'œuvres numérisées dont 2 millions dans le domaine). Parmi les innombrables sites proposant des œuvres du domaine, existent ceux de bibliothèques ou de fonds d'archives (Gallica, Europeana, etc.), ou des sites privés — citons entre autres InLibroVeritas, Feedbooks, Ebooksgratuits, Livres-et-Ebooks.

## ... MAIS PAS (ENCORE) D'EFFETS SUR LES VENTES DE LIVRES

Cependant, nous n'avons pas noté, pour l'instant, d'effet particulier du numérique sur les ventes de livres du domaine public. À titre d'exemple et concernant nos 6 auteurs étudiés : le nombre d'exemplaires vendus a été plus faible en 2005 qu'en 2008.

Ceci concorde avec les constats qu'internet n'a pas pour l'instant déstabilisé le marché et les pratiques de lecture de littérature française, alors même que l'offre numérique d'œuvres de littérature classique est importante.

### Remerciements

Nous tenons à témoigner notre reconnaissance aux éditeurs qui ont accepté de nous fournir quelques indications quant à leur activité — ce qui nous a permis d'évaluer la fiabilité de nos estimations et de compléter notre vision du domaine public.

D'autres personnes ont apporté leur concours à cette étude à divers titres, en particulier Bertrand Legendre et Isabelle Da Silva que nous tenons à remercier spécifiquement.

Enfin, nous ne pouvons manquer de remercier Edistat/Tite Live pour son efficace collaboration.